



Chichi Reyes, *El Sarten*.

Contrairement aux autres pays hispanophones des Amériques, ce n'est pas à l'Espagne que la République Dominicaine a arraché sa première indépendance en 1844, mais à Haïti qui avait elle-même conquis la sienne sur la France quarante ans plus tôt.

Les luttes intestines, les dictatures et les interventions militaires des Etats-Unis n'ont jamais pu étouffer la passion de la liberté qui anime le peuple dominicain. Il a donné à la geste émancipatrice de l'Amérique latine des figures éminentes comme, entre autres, les Pères de la patrie – Juan Pablo Duarte, Ramon Matias Mella et Francisco del Rosario Sanchez –, Juana Saltitopa, Gregorio Luperon, Gregorio Urbano Gilbert, Juan Bosch, Francisco Alberto Caamaño et Mama Tingo.

Et si, en 1999, l'ONU a décidé de faire du 25 novembre la Journée internationale de l'élimination de la violence à l'égard des femmes, c'est à partir de la lutte courageuse de trois Dominicaines d'exception, les sœurs Mirabal – Patria, Minerva et Maria Teresa – assassinées en 1960 par les hommes de main du tyran Trujillo.

Chapitre 3



Cette soif de liberté et de démocratie

Par Acsamary Guzman,
ministre conseillère, ambassade
de la République Dominicaine en France.

La République Dominicaine – et c’est un grand paradoxe – a conquis son indépendance non pas contre le pouvoir colonial espagnol, mais contre Haïti qui, de 1822 à 1844, occupa la partie occidentale de notre île commune. Cette donnée historique aide à comprendre la spécificité des relations entre les deux pays.

C’est dans la nuit du 27 février 1844 qu’un groupe de patriotes dirigé par des membres de la société secrète *La Trinitaria*, avec à leur tête Juan Pablo Duarte, Ramon Matias Mella et Francisco del Rosario Sanchez – les Pères de la patrie – se réunit pour proclamer la naissance de la République Dominicaine. Le 6 novembre de la même année, la première Constitution de la République est adoptée.

En fait, les mouvements indépendantistes ont commencé à se manifester à partir de 1827, dans une situation devenue critique pour le gouvernement d’occupation haïtien. Les citoyens s’opposent alors fermement au paiement d’impôts, puis au recours à l’émission de papier monnaie, ce qui enclenche un processus de dévaluation de la gourde haïtienne – qui avait cours légal dans les deux parties de l’île – et discrédite les autorités au plan international. De nombreux secteurs se mettent à conspirer ou à protester car, faute de main d’œuvre et de moyens financiers, ils ne peuvent développer d’activités commerciales régulières. Les *Trinitarios*, que l’on appelait aussi « libéraux », sont le plus connu de ces groupes luttant pour s’affranchir de toute tutelle étrangère.

Cette période, dite de la Première République, est marquée par des conflits internes qui, en 1861, débouchent sur l’annexion à l’Espagne mise en œuvre par le général Pedro Santana au mépris des idéaux qui animaient les acteurs de la geste de février 1844. Mais, le 16 août 1863, avec le Cri de Capotillo, des patriotes dirigés par le général Gregorio Luperon – héros national – s’engagent dans la « guerre de la restauration » et proclament la Seconde indépendance. A l’issue de nombreux affrontements, les troupes espagnoles doivent quitter le pays et, en 1865, est instituée la Deuxième République.

Commencent alors des années d’instabilité et de dictatures – celles d’Ulises Heureaux (1887- 1899 et de Rafael Leonidas Trujillo (1930-1961) – ainsi que deux interventions militaires nord-américaines, en 1916 et en 1965. Cette histoire explique la soif de liberté et de démocratie du peuple dominicain.

Aujourd'hui la République Dominicaine est une nation libre et souveraine, avec une économie dynamique : son taux de croissance se situe autour de 5 % dans les périodes stables, et elle a fait preuve d'une forte capacité de redressement après les crises nationales et internationales. Elle occupe une position centrale dans la géopolitique de la région et entretient des relations privilégiées avec les pays de la Grande Caraïbe dans le cadre de la Communauté de la Caraïbe (Caricom), avec les Etats d'Amérique centrale via le Système d'intégration centre-américain (Sica), ainsi qu'avec d'autres acteurs régionaux importants comme le Venezuela et Cuba. *

Une terre d'accueil pour les juifs fuyant le nazisme

C'est une histoire méconnue en Europe, et qui est tout à l'honneur de la République Dominicaine : l'accueil de milliers de réfugiés juifs dans la petite ville côtière de Sosua située au nord de l'île dans la province de Puerto Plata.

Tout avait commencé en juillet 1938 à la conférence d'Evian organisée à l'initiative du président des Etats-Unis, Franklin D. Roosevelt. Son objectif était de trouver une solution au problème de l'accueil des réfugiés juifs allemands et autrichiens après l'Anschluss, et qui se comptaient potentiellement en centaines de milliers. La conférence fut un échec : aucun des 32 Etats représentés n'accepta d'augmenter ses quotas d'immigration. Aucun sauf un : la République Dominicaine. Pour se donner une bonne image internationale, le dictateur au pouvoir à Saint-Domingue, Rafael Trujillo, accepta en effet de délivrer 5 000 visas à des juifs d'Europe. Ce fut l'opération DORSA.

Un web-documentaire de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), *Shalom Amigos*, réalisé par Adrien Walter et Emmanuel Clemenceau, évoque les premiers moments difficiles de ces exilés, arrivés à Sosua entre 1938 et 1941, traumatisés par la guerre et nostalgiques de leur pays et de leurs familles laissées derrière eux, et qui allaient affronter la barbarie nazie. Très rapidement, ce fut cependant le coup de foudre pour ce pays qu'ils surnommèrent « le paradis », tant l'hospitalité dominicaine fut chaleureuse. Le gouvernement leur fournit des terres et des ressources grâce auxquelles ils purent créer une laiterie et une fromagerie, appelées Productos Sosua, et toujours en activité aujourd'hui.

L'histoire de Sosua c'est celle d'une rencontre réussie entre deux peuples aux cultures différentes : mariages mixtes, intégration harmonieuse, absence d'antisémitisme, conservation des traditions et des pratiques religieuses. Les juifs arrivés à Sosua se sont ensuite établis un peu partout en République Dominicaine ou aux Etats-Unis, mais la communauté est encore forte d'une cinquantaine de membres, avec son école, sa synagogue et son rabbin. Chaque année, pour les fêtes juives ou pour les vacances, la « diaspora » interne se retrouve à Sosua. La maire de la ville est elle-même descendante d'un réfugié. ✱

Le texte est tiré du web-documentaire de l'INA *Shalom Amigos*, réalisé par Adrien Walter et Emmanuel Clemenceau.
<http://www.ina.fr/web-documentaire>

Juan Bosch, père de la démocratie dominicaine

Par Laura Faxas, ambassadrice de la République Dominicaine en France.

Écrivain et homme politique de renommée internationale, Juan Bosch (1909-2001) est l'intellectuel dominicain le plus important du XX^e siècle. Il a profondément marqué la littérature, les études sociales et la vie politique non seulement de son pays, mais également de l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Né à La Vega en 1909, de parents espagnols, il montre dès son plus jeune âge de remarquables dons d'écrivain et publie, en 1934, son premier roman sur les révolutions : *La Mañosa*. En 1938, peu après l'instauration de la dictature de Trujillo, il décide de s'exiler à Porto Rico où il rejoint les mouvements antitrujillistes. L'année suivante, il fonde le Parti révolutionnaire dominicain (PRD). Puis il s'installe à Cuba où, tout en poursuivant son combat contre Trujillo, il devient secrétaire particulier du président Prio Socarras. En 1959: nouveau départ, cette fois pour le Costa Rica d'où il reviendra enfin à Saint-Domingue, en 1961, après la mort du dictateur dominicain.

Dès son retour, Juan Bosch se lance dans une formidable campagne politique, grâce notamment à une émission de radio, *Tribuna democrática*, et remporte l'élection présidentielle de 1962. Il fait alors voter une nouvelle Constitution et entreprend un vaste programme de réformes marqué par le souci de défendre la souveraineté nationale.

L'Église catholique, l'oligarchie, les médias, une partie des forces armées et quelques organisations syndicales, alliés aux États-Unis lancent contre Bosch une odieuse campagne de diffamations. Peu après, un coup d'État militaire le renverse. Mais un groupe de jeunes officiers s'oppose. Ce qui provoque la résistance armée d'avril 1965, écrasée par l'intervention militaire de Washington et l'arrivée au pouvoir de Joaquín Balaguer, un ancien proche de Trujillo.

Juan Bosch repart donc en exil. Il rompt avec le PRD et, en 1973, fonde le Parti de la libération dominicaine (PLD) qui deviendra très vite l'une des principales forces politiques du pays, dont est issu l'actuel président Leonel Fernández.

Père de la démocratie dominicaine, Juan Bosch a toujours poursuivi, en parallèle à sa vie politique, une intense activité de romancier et d'essayiste. Il est notamment l'un des plus importants sociologues dominicains. Auteur de plus de cinquante ouvrages, il s'est illustré dans les genres les plus : le conte, le roman, la biographie, l'histoire, etc. Sur le plan littéraire, Juan Bosch est considéré comme l'un des précurseurs de l'école dite du « réalisme magique ». Ses contes, en particulier, sont d'exceptionnelles pièces littéraires profondément enracinées dans la réalité sociale. En matière d'analyses politiques, ses deux livres les plus marquants, et dont le message demeure d'actualité, sont : *El Pentagonismo* (1968) et *De Cristóbal Colon a Fidel Castro* (1970).

Intellectuel complet, inlassable partisan d'une conception éthique et morale de la politique, intransigeant défenseur des libertés et écrivain d'exception, Juan Bosch a eu un rôle central dans la construction de la patrie dominicaine. ✱

Hommage aux sœurs Mirabal, femmes d'exception

Par Josefina Alvarez, ministre conseillère,
ambassade de la République Dominicaine en France.

Le 25 novembre 1960, les trois sœurs Mirabal, militantes du Groupe politique du 14 juin (*Agrupación política 14 de junio*), furent assassinées sur les ordres du dictateur dominicain Rafael Leonidas Trujillo. Nées respectivement en 1924, 1927 et 1935 dans la région du Cibao, Patria, Minerva et Maria Teresa Mirabal – les « papillons » (*las mariposas*), comme on appelait Minerva – étaient des opposantes déterminées à une dictature qui sévissait depuis 1930. Elles avaient été emprisonnées à plusieurs reprises, ainsi que leurs maris, en raison de leurs activités révolutionnaires et de leur combat pour la démocratie et la justice.

En novembre 1960, Trujillo déclara que ses deux ennemies étaient l'Église et les sœurs Mirabal. Le 25 du même mois, elles furent enlevées et tuées par les membres de la police secrète du régime, alors qu'elles allaient rendre visite à leurs maris emprisonnés dans le nord du pays. Leurs cadavres, ainsi que celui de Rufino de la Cruz, le chauffeur qui les accompagnait, furent retrouvés au fond d'un précipice. Ces assassinats provoquèrent une énorme émotion dans la population et déclenchèrent un vaste mouvement anti-Trujillo. Moins d'un an plus tard, le 30 mai 1961, le tyran fut exécuté dans une embuscade tendue par des membres de ses propres forces armées.

Lors de la Première Rencontre féministe pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tenue à Bogota (Colombie) en 1981, de nombreuses femmes dénoncèrent les violences qu'elles avaient subies au sein de leur famille ou hors du cercle familial, ainsi que celles commises par l'État (tortures, viol des prisonnières politiques, etc.). À l'issue de cette rencontre, il fut décidé de faire du 25 novembre la Journée de l'élimination de la violence à l'égard des femmes, commémorée ensuite dans de nombreux pays d'Amérique latine.

Le 19 octobre 1999, lors de la 54^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, les représentants de la République Dominicaine et de 74 autres États membres présentèrent un projet de résolution visant à faire du 25 novembre la Journée internationale de l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Le 17 décembre suivant, ce texte deviendra la résolution 54/134 qui définit cette violence comme tout acte portant un préjudice physique, sexuel ou psychologique aux femmes, que ce soit dans la sphère privée ou publique.

Un demi-siècle s'est écoulé depuis la mort des trois sœurs. Pour rendre la lutte contre la violence à l'égard des femmes plus efficace au niveau international, les Nations unies viennent de créer un nouvel organisme – ONU-Femme – placé sous l'égide d'une Latino-américaine éminente, l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet. Une autre manière de rendre hommage à Patria, Minerva et Maria Teresa Mirabal, symboles, pour toute l'Amérique latine et, au-delà, pour toute la communauté internationale, de l'esprit de résistance du peuple dominicain et des femmes dominicaines en particulier. ✱

Les droits culturels en République Dominicaine

Par Mateo Morrison, écrivain, poète,
vice-ministre du développement institutionnel,
ministère de la culture.

Culturellement, la République Dominicaine s'est constituée d'abord à partir des expressions originales des Indiens autochtones, auxquels sont venus s'ajouter les apports européens, essentiellement espagnols, et enfin le riche complément africain. Ces trois sources abreuvent la culture de la République Dominicaine depuis son indépendance en 1844.

L'intervention militaire américaine de 1916 à 1924 produisit un choc aussi bien dans le champ de l'éducation que dans l'ensemble de la culture. Cela accéléra une certaine « modernisation » du pays qui prit la forme d'une « américanisation ». Et se traduisit par une valorisation de tout ce qui provenait des États-Unis, au détriment de la culture vernaculaire. L'empreinte culturelle nationale subit un considérable recul.

Durant la longue dictature (31 ans) de Rafael Leonidas Trujillo, un certain nombre d'organismes et d'administrations furent malgré tout créés, qui contribuèrent à protéger la culture locale. A savoir : l'Académie dominicaine de l'histoire, la Commission pour la protection des monuments nationaux, les Archives générales de la nation, la Direction des beaux-arts et l'Institut dominicain de recherches anthropologiques.

Après la chute de la dictature, la conquête de la liberté et le retour d'exil de grands intellectuels, comme Juan Bosch, Pedro Mir et Juan Isidro Jiménez Grullón, favorisèrent l'essor de nouvelles écoles artistiques en littérature, peinture, musique...

Dès sa prise de fonctions, en février 1963, le nouveau président Juan Bosch déclara qu'il comptait instaurer un Etat de droit. Une nouvelle Constitution fut votée, qui garantissait aux secteurs populaires leur développement éducatif et culturel, et prônait la construction d'un Etat-providence.

Dans ce sens, en mai 1963, une loi particulièrement importante stipulait que 10 % des revenus de l'exportation du sucre seraient consacrés à la diffusion de la culture populaire. A cette époque également fut créée la Direction générale de l'information, de la culture et du spectacle. Mais le président Bosh fut renversé, et le pays retourna à une période d'intolérance. Seule initiative positive durant ce temps obscur : la suppression des droits sur les successions de biens culturels (bibliothèques, archives, collections artistiques ou archéologiques).

Durant les mandats du président Joaquin Balaguer, les initiatives officielles en matière de culture furent presque uniquement consacrées à la conservation du patrimoine et à la restauration du quartier colonial de Saint-Domingue.

Il faudra attendre 1997 et l'élection de l'actuel président, Leonel Fernandez, pour que soit créé le Conseil présidentiel de la culture. Et l'an 2000, pour qu'une loi protège enfin les droits culturels, qui ne seront définitivement reconnus que par la nouvelle Constitution votée le 26 janvier 2010. Ces décisions, ainsi que, entre autres, les lois de protection du livre et du cinéma, constituent les avancées de ce que le président Leonel Fernandez a appelé le Code culturel dominicain. *